



> Cliquez ici pour voir la page de l'article

ILS SONT L'ELITE DE L'"AUTRE ECONOMIE"»

«Entrepreneur social, c'est tendance!»

Jeunes, souvent ultradiplômés, ils créent ou rejoignent des entreprises «à impact social et environnemental». Celles-ci ont même leur Medef: le Mouves

Son job d'étudiant, c'était de servir dans les cocktails. Toujours il restait d'importantes quantités de nourriture. Alors le bon élève de Sciences-Po parcourait la capitale sur son scooter à la recherche de SDF, d'associations à qui donner. Surpris: « *Souvent je ne trouvais pas.* » Devenu un consultant en stratégie d'entreprise, il était tarabudé par ce souvenir. Aujourd'hui, dans de lumineux locaux dominant la Bourse, à Paris, ce patron de 37 ans dirige une start-up considérée comme très prometteuse, Eqosphere: grâce à une plateforme informatique sophistiquée, elle permet, moyennant finance, aux producteurs et aux géants de la distribution de recycler leurs surplus, de ne plus procéder à la très coûteuse destruction de marchandises, de donner à des associations ou à des épiceries sociales. Autour de Xavier Corval s'affairent 18 salariés, entre 25 et 30 ans, bardés de diplômes - écoles d'ingénieur, HEC, Essec, Sciences-Po. Ultramotivés, ils ont accepté de toucher des salaires inférieurs à ceux d'une entreprise. Mais leur travail « *a du sens* ».

Xavier Corval et son équipe incarnent une génération de jeunes engagés, décidés à changer le monde, non pas comme celle de leurs parents par la révolution ou la dénonciation, mais avec les moyens du bord, à savoir l'efficacité

économique et la recherche de solutions pragmatiques. Décomplexés vis-à-vis du système, ils sont persuadés qu'avec quelques garde-fous et une utilisation optimale des nouvelles technologies on peut mettre l'économie de marché au service de l'intérêt général, lutter contre la pauvreté ou pour la protection de l'environnement. Ainsi, Thibaut Guilluy, diplômé de l'Essec, détestait cette vision du monde qu'on lui renvoyait en lui sermonnant qu'il faisait « *partie de l'élite* ». Il a interrompu sa carrière dans une banque d'affaires. A 36 ans, il dirige Ares, un groupe d'entreprises d'insertion employant 400 personnes. A lui d'imaginer, afin de mettre le pied à l'étrier de personnes « *chahutées par la vie* », des services - manutention, livraisons - qu'il propose aux grands groupes capitalistes.

Ces entrepreneurs ont une organisation, le Mouves (Mouvement des Entrepreneurs sociaux). Créé il y a trois ans par Jean-Marc Borello, le patron de SOS, galaxie d'activités médico-sociales, c'est une sorte de Medef de l'autre économie qui compte déjà plus de 360 adhérents. Contrairement à beaucoup de militants associatifs, qui redoutent la récupération capitaliste, les entrepreneurs sociaux n'ont pas peur de l'argent ou du profit. Au

contraire. Tout dépend, disent-ils, de ce que l'on en fait. « *On peut faire de l'économie sociale et solidaire avec une société anonyme ou une société par actions simplifiée* », insiste le président du Mouves, André Dupon, un ancien éducateur aux commandes de Vitamine T (recyclage, maraîchage, etc.), près de Lille, un groupe de 3 000 salariés dont la moitié est en parcours d'insertion. Le Mouves a ainsi obtenu que le projet de loi sur l'Economie sociale et solidaire de Benoît Hamon, qui sera discuté en octobre au Sénat, ratisse plus large, n'attribuant pas un label d'« *entreprises solidaires* » aux seules associations, coopératives et mutuelles, mais aussi aux entreprises répondant à certains critères (utilité sociale, profit réinvesti...).

« *On bouscule l'image du secteur!* » commente Xavier Corval. Donnant envie aux jeunes. « *Nos adhérents croulent sous les candidatures* », confirme Jacques Dasnoy, délégué général du Mouves.

« *Il y a dix ans*, raconte Florence Gilbert, 36 ans, directrice de Voiture & Co, association qui imagine des solutions de mobilité pour les chômeurs, *mon choix apparaissait comme atypique. Aujourd'hui, c'est tendance.* »

EQOSPHERE « *Nous avons préféré le statut d'entreprise privée, qui nous paraît plus pratique pour*



nous développer. Mais notre but reste la création de valeur ajoutée sociale », dit Xavier Corval, le créateur d'Eqosphere, plateforme collaborative en ligne de redistribution de produits invendus, notamment alimentaires. Lui qui fut rapporteur pour le ministre de l'Agriculture d'une commission contre le gaspillage alimentaire refuse l'opposition entre privé, public et associatif.

DE LINARES JACQUELINE